

20 propositions pour l'École de demain

Des vents mauvais soufflent aujourd'hui sur l'École...

Face à l'inquiétante étrangeté de tous les exclus de l'école, souvent décrits sans repères, les discours communs et médiatiques relayent d'abord la nostalgie d'une École de la République intégratrice qui n'a jamais existé. « Fabrique de crétins » : la formule, signée Jean-Paul Brighelli, est une sorte de bannière et de formulation de la haine de soi pour tous les déçus de l'École de la République massifiée, et le discours collectif contemporain se love d'abord dans cette forte tendance à la flagellation, parfois masochiste : l'école n'atteindrait plus les objectifs de formation, d'éducation, de civilisation et d'égalité des chances assignés par ses Pères fondateurs. Elle aurait failli. Le niveau scolaire baisserait ; les diplômes, bradés, ne permettraient pas même une insertion professionnelle réussie ; la violence scolaire toucherait un nombre croissant d'établissements scolaires ; les élèves, comme les enseignants, réclameraient plus d'autorité dans les classes, les parents seraient à la fois exigeants et démissionnaires ; l'emploi du temps des enfants serait surchargé comme leur cartable, et pourtant ils ne sauraient pas grand-chose ; en scolarisant trop longtemps des enfants qui seraient mieux en apprentissage ou au travail, on produirait des générations d'étudiants sans débouchés ; la pédagogie et la didactique nuiraient presque à la transmission des savoirs.

Sur le versant de la restauration, nous voilà en quête d'un retour aux fondamentaux, à un socle commun de connaissances pour tous, qui garde à la disposition des esprits éclairés les savoirs plus exigeants et plus subtils. Revenons aussi aux sanctions, rappelons à la loi, pour réguler une génération cocoonée dans un environnement en crise : éduquons au respect, à la morale, et à la citoyenneté, aux droits et aux devoirs, dès le plus jeune âge. Et reprenons enfin la lecture syllabique qui a fait ses preuves depuis si longtemps pour promouvoir des cohortes entières vers la participation responsable à la construction de la République...

Il nous faut donc tenter de prendre quelque distance avec nos affects, et nous mettre à repenser ce qui est devenu un objet surinvesti : mettre nos opinions à l'épreuve des savoirs que les sciences sociales produisent sur l'École, questionner ces opinions communes médiatiquement entretenues à son propos, questionner cette scolarisation du débat public. Si l'École est en souffrance, c'est que les enseignants mais aussi les élèves y souffrent. Une autre École est possible. Un autre projet s'impose pour l'École de

demain... en pariant sur l'éducabilité de tous les enfants et sur un nouveau fonctionnement collectif de l'enseignement.

Voici 20 propositions à soumettre au débat collectif.

PROPOSITION 1. REPOSER LA QUESTION SCOLAIRE

L'École ne se borne pas à reproduire les inégalités sociales, elle les accentue. Cela interpelle notre idéal d'égalité des chances. Il s'agit de penser la fonction de sélection, de « classement » que remplit l'institution scolaire. Il s'agit même de se demander si l'École ne remplit pas la fonction politique implicite qui lui est assignée : produire des exclus. Car sans exclus il n'y a pas d'inclus. Menons aujourd'hui une nouvelle guerre contre l'échec scolaire et non plus contre les élèves en échec. Ce ne sont pas des vœux pieux. Déclinons les moyens de cette École différente.

PROPOSITION 2. RECRUTER LES ENSEIGNANTS AUTREMENT

Il ne suffit pas de savoir pour savoir enseigner. Pré-recrutons les enseignants à bac + 2. Proposons des épreuves mixtes associant des savoirs disciplinaires, des savoirs pédagogiques et didactiques et des savoirs « transversaux » issus des sciences humaines et sociales mais aussi des didactiques et des pédagogies pour proposer ensuite une formation en alternance. Cela permet une présence accrue d'adultes dans les établissements scolaires. Il faut donc la même année que le concours « théorique » introduire des épreuves pratiques et des épreuves collaboratives.

PROPOSITION 3. FORMER LES ENSEIGNANTS AUTREMENT

Il y a un échec patent de la formation des enseignants. Une formation mixte de deux ans en alternance s'impose. Dès la réussite au concours, la formation est prise en charge conjointement par l'université et par l'État (employeur dans le cadre de stages). Elle permet à la fois obtention d'un M1 et d'un M2 et une véritable formation professionnelle longue.

Tout professeur stagiaire, en préparant son master, devra nécessairement aussi participer à un travail de recherche, activité facilitée par les projets collaboratifs menés entre enseignants et chercheurs. La mise en place des projets collaboratifs en établissements scolaires permet la mise en œuvre d'une formation continue qui nourrit la recherche et s'en nourrit.

PROPOSITION 4. ENSEIGNER AUTREMENT

Il faut enseigner autrement, et pour cela construire une organisation scolaire qui le permette. S'il s'agit de réhabiliter une École des valeurs, ce sont d'abord celles de solidarité, de coopération, d'intégration. Affrontons la diversité et l'altérité constitutive de

l'acte d'enseignement. Privilégions la collaboration, décloisonnons et réformons les programmes. Il faut rompre avec une organisation où un enseignant mono-disciplinaire assume seul la formation dans une classe. Plusieurs formateurs (titulaire et stagiaire) assurent les enseignements de tronc commun ensemble dans un cadre décloisonné qui n'est plus celui de la classe dans l'enseignement secondaire. Enfin, enseigner autrement c'est aussi concevoir autrement les programmes. Actualiser la laïcité ce sera accepter l'altérité comme un élément constitutif de la mémoire et de la culture nationales.

PROPOSITION 5. FONDER L'AUTORITE

Aujourd'hui, la violence scolaire réduite à la violence des élèves obnubile les pensées. Or, le sentiment d'injustice à l'école est structurel : les enseignants ne s'y sentent plus reconnus et les élèves pas entendus... Créons des lieux de parole dans les établissements scolaires pour gérer les conflits, où s'expriment les positions des parties, dans un moment institutionnalisé fort. Toutes les catégories d'acteurs de l'École doivent y participer. C'est un acte fondateur de la citoyenneté scolaire participative. Quand la sanction s'impose, elle doit être progressive, acceptée donc expliquée.

PROPOSITION 6. EN FINIR AVEC LES NOTES

Supprimons les notes et remplaçons la concurrence par la coopération. La note est supposée apprécier les performances de l'élève, or elle sanctionne pour une grande partie ce que l'on doit apprendre ailleurs qu'à l'École. La fin de l'évaluation chiffrée ne signifie pas ne rien évaluer mais produire une évaluation singulière, non classante. Sur chacun des items, l'élève doit savoir ce qu'il parvient à réaliser ou pas. Chaque élève progresse à son rythme. La coopération entre les élèves pour progresser peut aussi être mise en œuvre. Comment faire alors avec les élèves qui ne feraient aucun effort ? N'est-ce pas l'évaluation compétitive et ses échecs qui engendrent ce rapport au travail et à l'école

PROPOSITION 7. METTRE EN ŒUVRE DES PROJETS COLLECTIFS

Des projets collectifs (élèves - enseignants) dès le collège permettent de susciter motivation, coopération et accès diversifié aux savoirs. Ces projets sont obligatoires mais définis collégalement. Les professeurs stagiaires y participent ; des artistes et chercheurs peuvent y être associés. De même, des projets techniques ou professionnels peuvent être mis en œuvre justifiant la collaboration des enseignants de disciplines différentes.

PROPOSITION 8. POUR UN LYCEE UNIQUE

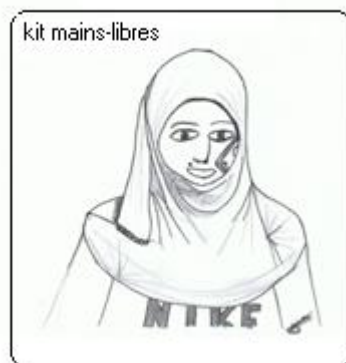
Le lycée unique ne peut se concevoir sans les autres éléments de la réforme. Véritable révolution de pensée proposée : faire disparaître les filières porteuses de ségrégations et d'inégalités sociales et culturelles. Instaurons un tronc commun progressif et obligatoire, que chacun parcourt à son rythme et qui diffère selon les disciplines et les projets pluridisciplinaires. Le baccalauréat devient un examen terminal pour tous les élèves, porté par un recul de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Il devra être remanié à l'aune de

cette nouvelle conception du lycée, notamment en proposant des épreuves de niveau que chaque élève choisit de passer à son rythme.

PROPOSITION 9. EN FINIR AVEC LE REDOUBLEMENT

Supprimons le redoublement et remplaçons-le par des parcours diversifiés. École primaire et collège peuvent être organisés différemment de manière à permettre à la fois des rythmes différenciés selon les disciplines scolaires et selon les élèves. À l'école primaire, ce sont les pratiques de remédiation scolaire prises en charge par exemple par les stagiaires beaucoup plus nombreux dans les établissements qui peuvent permettre de moduler de manière plus individualisée les parcours scolaires. À terme le collège pourrait être organisé sur le modèle du lycée unique : tronc commun dynamique et projets collectifs qui suppriment de fait le redoublement. Les parcours à rythme diversifié du lycée unique permettent de fait de supprimer le redoublement sans uniformiser à outrance les parcours individuels par le découplage des cursus disciplinaires.

PROPOSITION 10. POUR UNE LAÏCITE OUVERTE



Source : dessin T-E Mabilon

Enseigner dans la diversité, c'est enseigner la diversité. Actualiser la laïcité sera accepter l'altérité comme un élément constitutif de la mémoire et de la culture nationales. Revoyons les programmes en proposant un enseignement de l'histoire des (im)migrations et des mémoires plurielles, du fait religieux grâce aux sciences sociales et d'une citoyenneté plurielle. Il faut redéfinir les instances de citoyenneté à l'École, souvent espace de non droits. Une nouvelle conception de la laïcité, c'est aussi une nouvelle conception de l'acceptation des familles quelle que soit la diversité de ses origines dans l'École.

PROPOSITION 11. OUVRIR L'ÉCOLE AUX ARTISTES ET AUX CHERCHEURS

Les inégalités scolaires tiennent pour une part à l'inégal accès à l'art et à la culture. L'accès scolaire mis en œuvre dans l'École renforce les inégalités scolaires puis sociales. Ouvrons l'École aux artistes et aux chercheurs dans le cadre de projets pédagogiques négociés. La mise en œuvre de projets collectifs au lycée, qui pourrait être étendue au collège, nécessite de créer un espace ouvert dans l'École pour les savoirs-se-faisant. Celui-ci suppose l'ouverture à des collaborations extérieures. Cela nourrirait la formation continue des enseignants et conférerait une légitimité et une diffusion accrues des savoirs scientifiques produits. Chanteurs, danseurs, comédiens, sculpteurs, romanciers, peintres... peuvent partager leur manière de penser la société.

PROPOSITION 12. LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS SEXUELLES A L'ÉCOLE

La scolarité des filles diffère de celle des garçons. Les filles réussissent mieux leurs études, font des études plus longues que les garçons. Elles sont plus souvent diplômées du supérieur mais les orientations diffèrent aussi. La sous-représentation des filles dans les filières scientifiques, prestigieuses ou sélectives, correspond à une intériorisation des rôles sexuels qui produit un investissement différentiel des formations. Les pratiques enseignantes ne sont pas sans effet. Formons les enseignants. Une formation adaptée diffusant des travaux des sciences sociales peut aider à travailler de manière réflexive sur ces pratiques. Travaillons en classe les stéréotypes de sexe. Favorisons une orientation différente, par une matière obligatoire.

PROPOSITION 13. OUVRIR L'ÉCOLE AUX PARENTS

Les relations entre les enseignants et les parents sont aujourd'hui de plus en plus difficiles. Pourtant, la réussite des élèves passe par le projet partagé entre l'élève, l'école et sa famille. Pour le moment, parents et enseignants ont du mal à dialoguer. Inviter les parents à participer de temps en temps à la vie de l'École, à la vie de la classe pour partager un temps sans enjeu et sans tension est indispensable pour reconstruire de la confiance. Faire émerger des lieux de dialogue est essentiel.

PROPOSITION 14. REPENSER LE LIEU SCOLAIRE

Une nouvelle « architecture des espaces-à-vivre-le-savoir » doit être pensée : enseignants, élèves, habitants des quartiers, architectes doivent travailler de concert à concevoir des espaces à vivre. L'architecture globale de l'école, pensée comme un lieu physique en prolongement avec d'autres établissements physiques extérieurs, avec d'autres lieux de savoir mais aussi avec la cité, est d'abord un espace ouvert. Il s'agit aussi de repenser les espaces internes de l'établissement scolaire : l'école du futur n'est pas vraiment un *open space*, une école sans mur, mais une école où les cloisons sont amovibles, rétractables, opérationnalisables. On y circule librement, la position centrale du professeur a disparu. La salle de classe se dissout dans différents espaces. Les espaces sont modulables par des cloisons rétractables, du mobilier à roulettes.

PROPOSITION 15. CREER DES « SUPER-ETABLISSEMENTS »

Construisons des super-établissements en réseau, reliant plusieurs collèges autour d'un lycée par exemple, de façon à constituer de puissants ensembles de 4 000 à 5 000 élèves, de « super-établissements » à l'intérieur desquels on retrouverait de vraies marges de manœuvre. On diviserait ainsi le nombre d'établissements par 8. En associant des établissements de quartier de composition sociale plurielle tous fédérés autour des super-établissements, le projet aurait pour effet de limiter les effets de ségrégation scolaire. Ils relèveraient tous désormais d'une même gouvernance, d'une même politique d'établissement. Les établissements en réseau bénéficiant des outils numériques pourraient associer des établissements nationaux et des établissements étrangers.

PROPOSITION 16. RESTAURER LA PEDAGOGIE

Enseigner s'apprend et pas seulement sur le tas ! C'est un métier. Au-delà des savoirs disciplinaires, se former aux pédagogies est indispensable. L'idée serait de former les professeurs en formation initiale et en formation continue obligatoire. Créer des espaces d'échanges réguliers entre praticiens et pédagogues intégrés dans l'emploi du temps des professeurs. Et promouvoir la recherche pédagogique à l'université.

PROPOSITION 17. REPENSER LA RELATION

L'école de demain est une école de la relation : nouvelles relations aux savoirs, nouvelles relations aux enseignants, nouvelles relations entre les pairs ; nouvelles relations aux lieux, nouvelle relation au temps. Favorisons le travail en équipe par les projets, la prise de parole, par les lieux tiers ; et la mise à l'épreuve des savoirs par l'apprentissage des conditions historiques et épistémologiques de construction des savoirs et par la mise en œuvre de travaux empiriques aux méthodes contrôlées (recueil de données, enquêtes, expérimentations)

PROPOSITION 18. ENSEIGNER LES SCIENCES SOCIALES A TOUS LES ELEVES

Le projet serait de débiter l'initiation aux sciences sociales dès la sixième, voire dès l'école primaire par un enseignement pédagogiquement adapté des sciences du monde social mais aussi d'enseigner les sciences sociales à toutes les élèves de lycée. Aujourd'hui les sciences économiques et sociales (SES) sont uniquement enseignées en série ES. Cet enseignement doit être généralisé à tous les lycéens. Et afin d'enseigner aux lycéens les « sciences en train de se faire » plutôt que des savoir figés, faire intervenir des chercheurs dans les lycées et faire pratiquer des études de terrain utilisant les méthodes des sciences sociales pour mettre en pratique les outils.

PROPOSITION 19. DEGHEÏOÏSER PAR L'ECOLE

La ségrégation scolaire renforce la ségrégation spatiale. La ségrégation ethnique recoupe et renforce la ségrégation sociale. Si l'école ne peut pas à elle seule déghettoïser la société, elle peut y contribuer. Bien sûr le levier est une politique de logement.

Supprimer la carte scolaire engendre des inégalités accrues : puisque ce ne sont pas les familles qui choisissent alors leur établissement mais les établissements leurs élèves, d'où un renforcement de la ségrégation. Les plus informés ont toujours les moyens d'éviter ou de contourner la règle. La carte scolaire rigidifiée associerait des quartiers hétérogènes socialement. Créons des écoles-aimants, situées dans les quartiers difficiles, auxquelles sont attribuées des sections servant à la sélection sociale.

PROPOSITION 20. CREER UN OBSERVATOIRE DU VIVRE ENSEMBLE

L'École produit les valeurs centrales de la cohésion sociale. Le savoir ne se transmet pas, il se construit. Il faut enseigner le sentiment d'appartenance commune. Un observatoire du vivre-ensemble est nécessaire. Il y a un déficit de travaux scientifiques en sciences humaines sur la question de l'identité collective et de la formation des enseignants. Un observatoire du vivre-ensemble – le monde nord-américain en compte des centaines – est une nécessité collective venant combler une double carence.

François Durpaire
Béatrice Mabilon-Bonfils*

* François Durpaire, historien, et Béatrice Mabilon-Monfils, sociologue, sont tous deux enseignants-chercheurs en sciences de l'éducation.